



Wasquehal : les salariés de Movitex manifestent pour partir dignement

Marc Grosclaude, Nordéclair, le 05.07.2016

Pour la première fois depuis l'annonce de 165 licenciements dans l'entreprise de vente à distance d'habillement senior, les salariés se sont mobilisés en dehors des murs de la société. Ils réclament plus pour ceux qui vont perdre leur emploi.

« À mon âge, c'est terminé, je ne trouverai plus de travail. » Jocelyne a 56 ans et elle ne se fait guère d'illusions : elle sera des 165 salariés de Movitex qui perdront leur emploi d'ici l'automne. Elle bosse au marketing depuis 32 ans « et on a tout accepté, tout donné depuis le premier plan social de 2012 ».

C'était avant que Kering, qui détenait aussi La Redoute, revende l'entreprise à celui qui venait juste d'en prendre la tête. Il avait assuré qu'il n'y aurait pas de licenciements d'ici 2017. Raté. Comme a été ratée l'aventure Balsamik, la marque rajeunie qui devait redresser l'entreprise. « Moi j'y ai cru, mais on a manqué de temps... »

Mi-juin, le PDG Jean-Joël Huber a annoncé l'arrêt de la marque, le repositionnement sur Daxon, marque associée à une clientèle âgée. Et Movitex doit aussi à l'avenir être une plate-forme de services pour les seniors. Il a surtout annoncé cette coupe sociale sans précédent : plus de la moitié de l'effectif. Jannick aussi redoute d'en être une des victimes probables. Elle a 52 ans, travaille au téléphone, à la relation clients. Une activité qui sera délocalisée au Maroc... Les licenciements sont prévus à partir du 15 octobre.

« Un vrai désespoir »

Depuis l'annonce du plan social, les réunions de négociation se sont succédé. Et l'intersyndicale (CFE-CGC, UNSA, CGT, CFTC, CFDT) déplore de ne rien avoir obtenu. « On se bat pour un PSE décent », résume Dominique Clayes, la déléguée CFE-CGC. Décent, car pour les employés et ouvriers qui partiront après 20 ans de boutique, ça ne sera que 25 000 euros tout au plus. « Et ça ne paye pas une reconversion décente. » Quant aux salariés qui approchent de l'âge de la retraite, rien n'est envisagé pour leur permettre d'aller jusqu'au terme de leur cotisation.

« On veut qu'il revienne à la raison ! » insistent les délégués syndicaux. En face, « ce sont des négociations à marche forcée » : une réunion ce mercredi, puis une par semaine jusqu'au 21 juillet pour un avis du comité d'entreprise attendu le 24 août.

Entre-temps, les salariés de Movitex interpellent les politiques : après le député-maire PS de Wattrelos, le député-maire UDI de Hem Francis Vercamer, « jeudi, on doit voir le président de la région, Xavier Bertrand (LR). On espère que ce sera lui et pas un de ses conseillers... »

Ce qu'ils lui expliqueront « c'est la crainte d'une casse sociale sévère », dans un bassin d'emploi qui aura du mal à redonner du travail à des salariées (80 % de femmes chez Movitex). Et ils témoigneront « d'un vrai désespoir de la part des salariés de Movitex ».

Movitex est une entreprise française de vente à distance spécialisée dans le prêt-à-porter. La commercialisation s'effectue notamment sous les marques Daxon et Balsamik. Le siège social se trouve à Wasquehal dans le Nord de la France.

Movitex fait partie du groupe fondateur de l'association SolidarCité. □